



PUBLICATION PROMOTIONNELLE DES ACTIVITÉS
MULTISECTORIELLES DANS LA LUTTE CONTRE
LE PALUDISME AU CAMEROUN
PROMOTIONAL PUBLICATION ON MULTI-SECTORAL
ACTIVITIES IN THE FIGHT AGAINST MALARIA IN CAMEROON

NEWSLETTER

N° 002
Sept 2026

ÉDITORIAL

De l'engagement politique à l'action publique



Deux décès. Quatre personnes sous traitement. En cause, le paludisme jusque-là considéré comme une maladie essentiellement associée aux régions tropicales. Les cas récemment signalés en Allemagne, chez des agents de l'aéroport de Francfort rappellent pourtant que les frontières géographiques ne constituent plus une protection absolue face aux risques sanitaires. La circulation internationale des personnes, la mondialisation, les échanges et les effets du changement climatique contribuent à modifier les dynamiques de transmission des maladies.

Mais au-delà de cette actualité internationale, le paludisme demeure, pour notre pays, une question qui engage directement les politiques publiques et les priorités nationales de développement. Parce qu'il affecte la santé des populations, mais également la fréquentation scolaire, la productivité des travailleurs, les revenus des ménages et la productivité économique, le paludisme ne peut être appréhendé comme la seule responsabilité du secteur sanitaire. Chaque épisode de maladie peut entraîner plusieurs jours d'absence et, dans les formes graves, occasionner des conséquences humaines, sociales et économiques considérables.

La réponse au paludisme doit donc s'inscrire dans une vision gouvernementale globale. Elle implique la santé, mais également l'éducation, l'environnement, l'habitat, l'assainissement, l'administration territoriale, les collectivités locales, le secteur privé et l'ensemble des acteurs intervenant sur les déterminants de la maladie. Cette approche multisectorielle, également préconisée par l'Organisation mondiale de la santé, traduit une exigence fondamentale de l'action publique : faire converger les politiques et les moyens autour d'un même objectif de protection des populations.

Des engagements devant se traduire en ressources

La lutte contre le paludisme constitue ainsi un indicateur concret de la capacité des politiques publiques à transformer les engagements en actions. L'inscription du paludisme dans les cadres de dépenses à moyen terme et l'affectation de ressources à la mise en œuvre des plans d'actions constituent, à cet égard, des éléments importants de la politique nationale de riposte. Ils traduisent la volonté d'intégrer durablement cette problématique dans la programmation publique et de ne pas limiter la lutte contre la maladie à des interventions ponctuelles.

Cette orientation revêt une importance particulière dans un contexte international marqué par des contraintes économiques et la contraction des financements extérieurs. La mobilisation accrue des ressources nationales apparaît dès lors comme un enjeu de continuité et de

soutenabilité de l'action publique. Elle pose également la question de la capacité collective à inscrire durablement la lutte contre le paludisme parmi les priorités nationales.

L'enjeu n'est donc plus seulement de proclamer l'engagement. Il est de garantir sa traduction budgétaire, institutionnelle et opérationnelle, tout en veillant à l'efficacité des interventions et à leur impact réel sur les populations.

Une responsabilité collective

Les politiques publiques ne peuvent toutefois pas produire leurs effets sans l'adhésion des citoyens. Les retours du terrain font apparaître une mobilisation encourageante des différents acteurs, mais également la persistance de comportements qui peuvent limiter les mesures de prévention et de prise en charge.

L'État, les collectivités territoriales, les professionnels de santé, les partenaires techniques et financiers, les entreprises, les organisations de la société civile, les médias et les citoyens ont chacun un rôle à jouer. La lutte contre le paludisme devient donc un espace de responsabilité partagée, dans lequel la décision publique doit être accompagnée par la sensibilisation, la prévention et l'appropriation des bonnes pratiques.

Cette dynamique collective doit désormais permettre de franchir une nouvelle étape : passer d'une logique d'engagement à une logique de résultats. La lutte contre le paludisme appelle une action publique cohérente, financée dans la durée, évaluée sur le terrain et soutenue par une mobilisation de l'ensemble de la société.

C'est à cette condition que l'engagement institutionnel pourra produire des effets durables sur la santé des populations, et au-delà, sur le développement du pays.

Le paludisme est un problème mondial. Notre réponse doit être nationale dans la mobilisation, multisectorielle dans son approche et durable dans ses moyens.


René Emmanuel Sadi
Ministre de la Communication

ACTUALITÉS SECTORIELLES SECTOR HIGHLIGHTS3-10

- National Assembly: Mobilising Every Sector to Secure Domestic Financing for Malaria Control
- Malaria Mortality Drops by 37% in 2025
- Le Mintoul renforce la prévention du paludisme dans les établissements de tourisme et de loisirs
- Un guide opérationnel pour les sectoriels
- Le Pnlp lance la Cps 2026 à l'Extrême-nord et au Nord
- MINTSS Mobilises over 100 Enterprises for a Healthier, Malaria-Free Workplace
- Vacances : Des pairs éducateurs s'engagent à relayer des messages sur le paludisme
- Zero Malaria Campaign Steps Up with Journalists at the Forefront
- Des équipes hôtelières de Douala se forment à la prévention du paludisme et du Vih
- 180 députés juniors imprégnés du paludisme et du Vih– Sida

DOSSIER / SPECIAL REPORT.....11-18 JOURNÉE MONDIALE DU PALUDISME : LES SECTORIELS PASSENT À L'ACTION !

- Institutions Caring for Vulnerable Persons Build Capacity in Malaria Control
- Interview: "No one should be left behind in the fight against malaria because of their social vulnerability" – Pauline Irène Nguene, Minister of Social Affairs
- MINEPDED :The Environment Sector Steps into National Malaria Efforts
- Mintoul : Pour un secteur touristique sans paludisme
- Mintss : Transformer les entreprises en espaces de lutte antipaludique
- Mincom : Une communication antipaludique avant-gardiste
- Paroles aux points focaux des ministères sectoriels
- Tableau des perspectives 2026

DÉCOUVERTE / ON THE SPOTLIGHT..19-20

- Parliamentary Caucus for Health Financing: A voice for Greater Investment in Malaria

CHIFFRE CLÉ / DATA SNAPSHOT.....21

- 35 sites de surveillance des moustiques sur le territoire national



COMITÉ ÉDITORIAL / EDITORIAL BOARD

Directeur de publication / Publisher :

René Emmanuel SADI

Directeur de la Rédaction / Managing Editor :

Félix ZOGO

Conseillère à la rédaction / Editorial Adviser :

Suzanne ZOGO

Rédacteur en chef / Editor-in-Chief :

Jacinte NOUSSI

Équipe de rédaction / Editorial Team :

Jacinte NOUSSI ; Claudia NGOMBET, épouse MOLUH ; Marie Solange Agathe MENYE, Yvette NTOLO AKA'A, épouse MAMA, TABE Joan MANYI

Relecture / Proofreading :

Programme national de lutte contre le paludisme / Impact Santé Afrique

Traduction / Translation :

Rodolf NGOUAH MINKO

Infographie / Layout Design :

Iris Consult

National Assembly Mobilising Every Sector to Secure Domestic Financing for Malaria Control

The call for a stronger multisectoral response to malaria took centre stage during the Special Malaria Day at the National Assembly on 16 June 2026 at the Paul Biya Glass House in Yaounde.



Under the theme, “Mobilising Parliamentary Action to Strengthen the Malaria Response and Ensure the Sustainability of High Impact Interventions,” the event brought together parliamentarians, government officials, mayors, private sector, development partners and civil society to explore sustainable solutions for malaria financing.

With external funding for malaria programmes increasingly

constrained, participants agreed that Cameroon must strengthen domestic resource mobilization to sustain great strides achieved in malaria control.

Leading the discussion, the President of the Parliamentary Caucus for Health Financing in Cameroon, Hon. Njume Peter Ambang, called for a whole-of-government approach to malaria elimination.

The World Health Organization (WHO) reinforced the call for increased domestic financing. Senior NTDs Officer at WHO, Dr. Etienne Nnomzo'o, reminded participants that as part of the Abuja Declaration, countries had been encouraged to allocate 15% of their national budget to health, while Cameroon currently allocates about 5%. He noted that only half of the funding required to implement the National Strategic Plan for Malaria 2024-2028 has been mobilised, making increased national contributions essential to ensure the sustainability of malaria interventions.

The importance of local government participation also featured prominently during discussions. Dr. Vohod Deguime, mayor of Mokolo in the Far-North, revealed that councils already play a major role through community sanitation campaigns, environmental management and support to community health workers. He called for greater decentralisation of financial resources to enable municipalities to intensify drainage works, eliminate mosquito breeding sites and strengthen community-based malaria prevention.

The Special Malaria Day also helped reaffirm that stronger political leadership is key in driving multisectoral efforts towards malaria elimination.

Malaria Mortality Drops by 37% in 2025

This was the key message delivered by the Minister of Public Health, Dr Manaouda Malachie, during the official commemoration of the 19th World Malaria Day.

This major achievement, he explained, is coupled with the significant reduction of malaria-related consultations in 2025 compared to 2024.

According to data from the National Malaria Control Programme (NMCP), 2,913,279 confirmed malaria cases were recorded in 2025, representing approximately 26.3% of consultations nationwide. Malaria deaths declined from 2,016 in 2024 to 1,261 in 2025, giving a reduction of about 755 deaths in one year.

These encouraging results, he emphasized, is clear evidence of the great strides made by Cameroon in rolling back malaria within communities, through an effective national response strategy.

While welcoming this accomplishment, Dr Manaouda Malachie urged all stakeholders to sustain their efforts in eliminating this tropical disease, as it is still the leading cause of deaths in health facilities, especially among the vulnerable groups.

The 2025 malaria report reveals that despite the progress, children under five remain the most vulnerable, accounting for over 72% of malaria-related deaths.

To address this challenge, the Government introduced three years ago free malaria treatment for children aged 0-5 under the Universal Health Coverage policy, while pregnant women continue to receive free preventive treatment.



Authorities also announced plans to expand malaria vaccination nationwide, building on the success of the pilot implementation phases. In addition, more than 9.4 million insecticide-treated mosquito nets were distributed in 2025, benefiting nearly 18 million people across the country. The second phase of the national free distribution campaign, the Minister revealed, will soon start in the North-West, South-West, Centre and parts of the Littoral Regions.

The official commemoration ceremony, which held on April 24, 2026 at the Red Cross Banquet Hall, brought together a broad range of malaria stakeholders, including the World Health Organization, the Cameroonian-based Centre for Research in Infectious Diseases (CRID), line ministries involved in the multisectoral approach in malaria control and civil society organizations as Impact Santé Afrique.

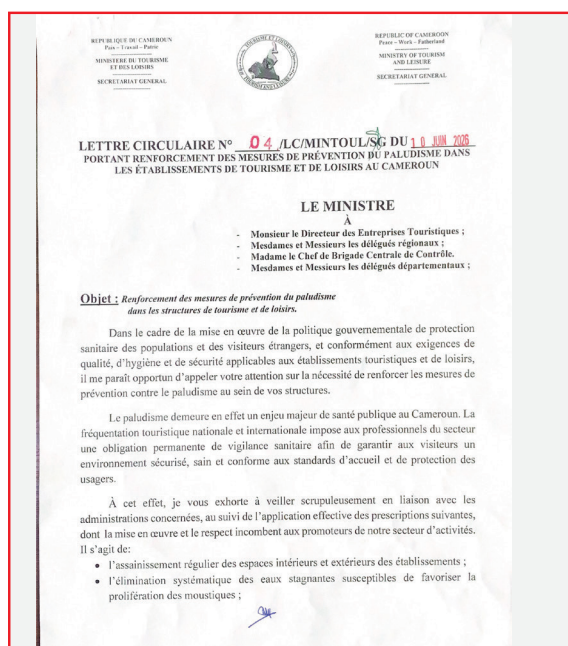
Le Mintoul renforce la prévention du paludisme dans les établissements de tourisme et de loisirs

C'est en substance l'objet central de la lettre circulaire n°04/LC/SG signée par le ministre Gabriel Mbairrobe le 10 juin 2026. Adressée aux responsables centraux et déconcentrés de ce département ministériel, elle leur rappelle que le paludisme demeure un enjeu de santé publique au Cameroun, et qu'à ce titre, ils ont l'obligation de garantir au sein de ces structures de tourisme et de loisirs un environnement sain et conforme aux standards d'accueil et de protection des usagers.

Sept prescriptions sont ainsi préconisées, parmi lesquelles l'assainissement régulier des espaces intérieurs et extérieurs des établissements ; l'élimination systématique des eaux stagnantes susceptibles de favoriser la prolifération des moustiques ; ou encore l'installation ou le renforcement des dispositifs de protection contre les moustiques, notamment les moustiquaires, grillages anti-moustiquaires et insecticides homologués.

La mission confiée aux responsables indexés vise à amener les promoteurs à désormais faire de la prévention une priorité dans la gestion quotidienne de leurs infrastructures, car rappelle le ministre, « *la sécurité sanitaire des touristes et des usagers constitue une composante essentielle de la qualité des prestations offertes par les établissements de tourisme et de loisirs* ».

La signature de cette lettre circulaire, qui cible les promoteurs des établissements de tourisme et de loisirs, confirme une fois de plus l'engagement du gouvernement à accélérer la réduction de l'incidence du paludisme au Cameroun.



Un guide opérationnel pour les sectoriels

Les points focaux paludisme d'une quinzaine de ministères ont été formés les 13 et 14 avril 2026 à Yaoundé, à l'utilisation du guide national de lutte contre le paludisme pour la période 2026-2028.



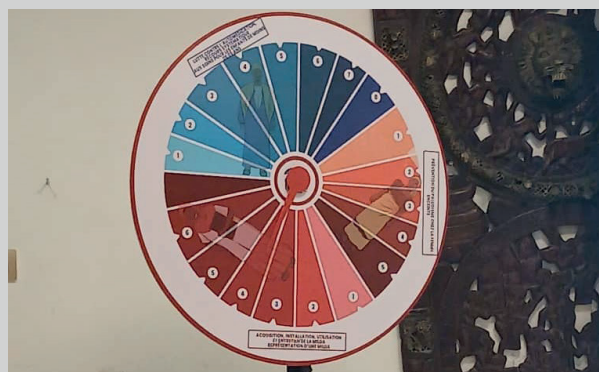
Pour le Dr Albert Zeh Meka, secrétaire permanent du Pnlp, ce document est « une véritable boussole opérationnelle, qui traduit en actes la déclaration de Yaoundé et les engagements pris par l'État du Cameroun ». Il est articulé autour de trois axes fondamentaux, tels que la prévention alignée sur les directives nationales ; la promotion des interventions et des stratégies de lutte ; les orientations stratégiques, les lignes directrices et les mécanismes clés pour aiguillonner les secteurs sur des contributions ciblées à apporter.

Le guide est en fait un outil pragmatique complémentaire aux documents stratégiques que sont le Plan stratégique national de lutte contre le paludisme 2024-2028 et le Cadre national multisectoriel de lutte contre le paludisme.

Pas moins de vingt secteurs y sont répertoriés, notamment l'habitat, le tourisme, le transport, les travaux publics, l'environnement, la justice, la communication...

Pour chacun des secteurs, le guide déroule les actions prioritaires à mener ; les messages clés à privilégier dans les narratifs ; les supports et canaux à mobiliser pour diffuser les contenus de sensibilisation et de plaidoyer ; et les mécanismes de coordination pour synchroniser l'action collective des sectoriels.

À travers cet outil, le Pnlp et ses partenaires ambitionnent de renforcer l'impact des interventions en proposant aux sectoriels une orientation éclairante pour leur déploiement sur le terrain.



Le Pnlp lance la Cps 2026 à l'Extrême-nord et au Nord

Lancée en juin 2026, la campagne de Chimio-prévention du paludisme saisonnier (Cps) cible prioritairement les enfants âgés de 3 à 59 mois, afin de les protéger contre le paludisme durant la saison des pluies, période de forte transmission.



En 2025, les données du Pnlp ont révélé une tendance générale à la baisse, avec un taux de morbidité de 26,3 % et une réduction de 50 853 cas par rapport à 2024. Toutefois, les enfants de moins de 5 ans demeurent les plus exposés, avec des taux de morbidité de 31,3 % dans l'Extrême-nord et de 47 % dans le Nord.

Pour l'année 2026, l'objectif est d'assurer une couverture d'au moins 97 % des enfants de 3 à 59 mois, grâce à l'administration de 4 à 5 cycles de Sulfadoxine-Pyriméthamine + Amodiaquine (SPAQ), à intervalles réguliers de 28 jours, dans les districts de santé éligibles.

La mise en œuvre repose sur une stratégie de distribution porte-à-porte par les agents mobilisateurs distributeurs. En raison des contraintes financières liées au retrait de certains partenaires techniques et financiers, le Cameroun expérimente la stratégie dite Cps optimisée, confiant la distribution gratuite aux Agents de Santé Communautaires polyvalents (Ascp), conformément à

leurs termes de référence. Les enfants non couverts lors des passages à domicile pourront être rattrapés dans les formations sanitaires (Fosas) par le biais de postes fixes.

Comment bénéficier de la Cps ?

Des conditions préalables doivent être observées au préalable, en l'occurrence :

- résider dans une région ciblée par l'intervention ;
- être âgé de 3 à 59 mois ;
- ne pas présenter de paludisme confirmé ni de maladie aiguë ;
- ne pas avoir reçu de traitement antipaludique contenant SP ou AQ au cours des 30 derniers jours ;
- ne pas présenter d'antécédents allergiques à la SP ou à l'AQ, ni de réaction indésirable aux sulfamides (ex. Cotrimoxazole, Bactrim) ;
- ne pas être sous prophylaxie au Cotrimoxazole (Vih).

Pourquoi la Cps ?

La Cps consiste en l'administration intermittente d'un traitement complet par antipaludique, afin de maintenir des concentrations sanguines protectrices qui éliminent les infections existantes et préviennent les nouvelles pendant la période de transmission élevée. Cette intervention vise à réduire significativement la morbidité palustre au sein de ce groupe vulnérable.

En complément, il est impératif que les enfants dorment systématiquement sous des moustiquaires imprégnées d'insecticide à longue durée d'action (Milda), afin de renforcer la protection contre les accès palustres.

MINTSS Mobilises over 100 Enterprises for a Healthier, Malaria-Free Workplace

The Ministry of Labour and Social Security recently urged enterprises to take ownership of malaria prevention and contribute to a sustainable national response.

This key message was conveyed during workshops held in Douala and Kribi in July 2026, under the theme "Malaria in the Workplace: We need to act!"

Organized with the technical support of NMCP and its partners, the meetings brought together 145 participants, including representatives of 86 companies. In the Littoral region, 88 participants including 50 enterprises attended the sessions, while the Ocean Division recorded 57 participants, including 36 enterprises.

For MINTSS experts, the private sector needs to take responsibility in safeguarding employees' health and supporting national efforts to reduce the burden of one of the main public health challenges Cameroon is faced with.

Throughout the interactive sessions, employers, human resource managers, QHSE offices, staff representatives and members of workplace health and safety

committees explored the impact of malaria on workers and businesses. Discussions underscored how frequent absenteeism, reduced productivity, rising medical costs and workplace disruptions continue to affect enterprise performance and national economic growth.



Participants were encouraged to integrate malaria control in their corporate social responsibility policies. In this light, they were called to adopt key prevention methods in their workplaces, as improving environmental sanitation, distributing insecticide-treated mosquito nets to staff and collaborating with health authorities to improve staff access to malaria prevention, testing and treatment services.

Recognising that a healthy workforce is the backbone of a productive economy, the Ministry of Labour and Social Security is committed to engaging the private sector in the fight against malaria. This will foster better domestic resource mobilization, particularly in the context of declining external funding for malaria control.

resource mobilization, particularly in the context of declining external funding for malaria control.

Vacances

Des pairs éducateurs s'engagent à relayer des messages sur le paludisme

Tourisme sexuel, Vih/Sida et paludisme, ces trois thématiques étaient au cœur d'une session de sensibilisation et de formation d'une trentaine de jeunes pairs éducateurs, organisée le 13 août 2026 par le ministère du Tourisme et des Loisirs.



Inscrite dans le cadre de la 24e édition de la campagne « Vacances sans sida », la rencontre avait pour finalité de renforcer la prévention et la protection des jeunes et des populations pendant les vacances, période marquée par une forte mobilité des personnes et une fréquentation accrue des espaces touristiques et de loisirs, a indiqué René Danzabe, sous-directeur de l'écotourisme et du développement durable au Mintoul.

Les experts, venus notamment de l'Esstic, du Pnlp et de la société civile, ont édifié les participants sur les répercussions du tourisme sexuel sur les jeunes,

l'impact de la communication pour le changement de comportements dans le domaine de la santé et la prévention du paludisme. La formation s'est révélée riche en enseignements sur les moyens préventifs à adopter pour se protéger de ces maladies, ainsi que sur les comportements à risques à éviter pendant cette période de grands mouvements.

Les participants en sont ressortis galvanisés, en prenant l'engagement de promouvoir les comportements responsables et relayer les messages de santé auprès de leurs pairs.



Zero Malaria Campaign Steps Up with Journalists at the Forefront



The “Zero Malaria Starts With Media” campaign has entered its second phase, taking the initiative a step further through the direct participation of journalists and communication professionals.

The campaign features three bilingual flyers, produced in English and French to promote key messages around the role of media in the fight against malaria.

The first urges media managers to ease access of their employees to malaria interventions, while the second focuses on the role of media in combating malaria-related disinformation.

The third flyer calls on media professionals to give greater attention to the multi-sectoral approach to malaria control, helping stakeholders and the public understand that malaria is no longer an issue to

be addressed exclusively by the Ministry of Public Health. Effective malaria control in terms of research, prevention and treatment, requires the involvement of all and sundry.

Through this renewed engagement, journalists are encouraged to become stronger advocates for accurate malaria information and to highlight the shared responsibility of all sectors in the fight to end malaria in Cameroon.

The campaign will run throughout the month of August across professional networks of communication professionals, reinforcing the media’s role as a strategic partner in advancing Cameroon’s goal of a malaria free future.

Des équipes hôtelières de Douala se forment à la prévention du paludisme et du Vih

Organisée par le ministère du Tourisme et des Loisirs le 25 juin 2026, cette session de renforcement des capacités visait à doter la cinquantaine de participants de connaissances et d'outils clés pour sensibiliser efficacement les clients, les visiteurs et les personnels hôteliers aux bonnes pratiques de prévention contre ces deux maladies.



En effet, a indiqué le délégué départemental Mamoudou Aboubakar Aboubakar, cette rencontre s'inscrit en droite ligne de la volonté du Gouvernement de faire des structures d'accueil, des espaces sûrs, responsables et exemplaires en matière de santé publique. « *Le secteur du tourisme et des loisirs, en raison de sa forte interaction avec les voyageurs, les visiteurs et les personnels, constitue un espace stratégique de prévention, de sensibilisation et de promotion des bonnes pratiques sanitaires* », a-t-il expliqué.

Dans son intervention, Dr. Ntamack Yongui, coordonnatrice du GTR Sida a relevé que le taux de nouvelles infections dans la région du Littoral reste préoccupant. L'établissement hôtelier, a-t-elle observé, constitue un lieu stratégique de prévention, du fait de sa fréquentation régulière par des personnes en constants mouvements. Mieux, il favorise un accès régulier aux outils de prévention, grâce à deux atouts clé : sa discrétion et sa disponibilité 24h/24h. Saluant l'implication du Mintoul, elle a promis d'apporter son accompagnement aux hôtels, et de mettre des préservatifs à leur disposition.

Pour sa part, Dr. Nyame Dipepa, coordonnatrice du GTR palu pour le Littoral, a rappelé que les conditions de travail propres à l'espace hôtelier favorisent l'exposition aux piqûres de moustiques du soir jusqu'au petit matin. Ici aussi, la prévention reste la clé, aussi bien dans les chambres que tous les autres espaces au sein de leurs enceintes.

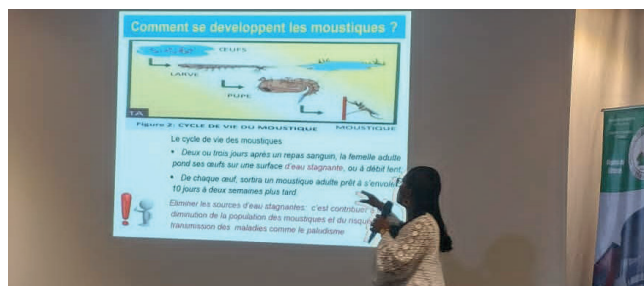
Une lettre circulaire pour renforcer la coordination

Pour orienter ce travail de suivi et de sensibilisation attendu des promoteurs hôteliers, le ministre Gabriel Mbairrobe a signé le 10 juin 2026 une lettre circulaire. Adressée aux responsables centraux et déconcentrés du Mintoul, elle vise à renforcer la riposte dans les établissements hôteliers.

Pour le point focal paludisme Flora Mengue Olame, cette lettre circulaire est la preuve de la détermination du ministère à promouvoir un tourisme responsable au Cameroun et à faire des établissements d'hébergement des modèles dans la prévention de ces deux maladies.

Les promoteurs se sont engagés à appliquer toutes ces mesures sous la coordination du Mintoul et avec l'appui technique des experts du Minsante.

Pour se mettre le pied à l'étrier, ils ont suggéré de désigner un point focal dans chaque structure et de diffuser en boucle des messages de sensibilisation.



180 Députés Juniors imprégnés du paludisme et du Vih-Sida



En marge de la 27^e session du parlement des enfants du Cameroun à l'Assemblée nationale le 26 juin 2026, les députés juniors ont pris part à un atelier interactif inclusif de sensibilisation contre le paludisme, le Vih et les infections sexuellement transmissibles au lycée technique de Nkolbisson à Yaoundé. Animé sous le format d'une causerie éducative, cet atelier a été l'occasion pour les experts du Programme national de lutte contre le paludisme (Pnlp) et du Comité national de lutte contre le sida (Cnls) de deviser sur les dommages causés par ces endémies sur la santé des jeunes. Ils ont renforcé les connaissances des députés juniors sur les modes de transmission de ces maladies, l'action des vecteurs, ainsi que leurs méthodes de prévention.



Promouvoir les bons comportements

Un accent a été mis sur les comportements favorables à adopter pour soutenir la riposte dans les écoles et en communauté. Sur le paludisme justement, les facilitateurs du Pnlp ont rappelé que cette maladie est la première cause de mortalité au Cameroun. Ils ont insisté sur l'utilisation des Milda pour se protéger contre les moustiques, et l'assainissement de l'environnement pour détruire les gîtes de moustiques.



Capacity-building

About 50 Leaders of Women's Associations Commit to Mobilising Local Resources for Malaria Control



Impact Santé Afrique (ISA) and Cameroon's National Malaria Control Programme (NMCP), backed up by the institutional support of the Ministry of Women's Empowerment and the Family, organized in March and May 2026 two capacity-building workshops in the South and East Regions. The workshops sought to mobilise women's associations in malaria control at the community level, as their contribution was considered low in this endeavour.

The initiative stemmed from the need to strengthen the involvement of local women's associations in malaria control, an approach considered indispensable as external funding keeps dwindling.

According the 2024 national malaria report, significant regional disparities persist in malaria incidence across the country, with high transmission reported in the forest zones of Centre (excluding Yaoundé), East and South. Besides, malaria continues to take a heavy toll on pregnant women, despite sustained efforts made by health authorities to improve their access to essential malaria prevention and care services.

These workshops therefore aimed at triggering the active contribution of women's associations leaders in malaria prevention and the promotion of access to healthcare

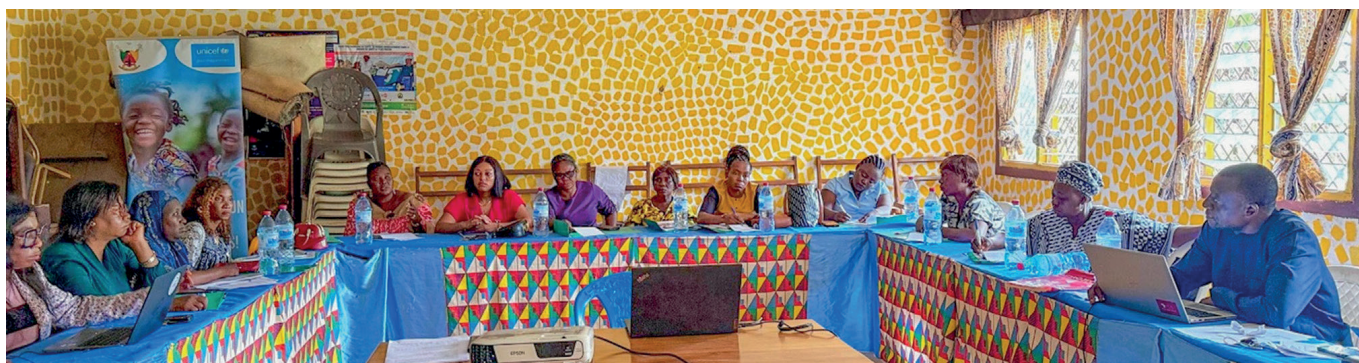
services, while strengthening their capacity to mobilise local resources.

Malaria, a socio-economic burden

During workshops, discussions highlighted the economic impact of malaria on households and its heavy consequences on women and children. Facilitators also underscored the strategic role of women's associations in advancing malaria prevention at the local level. Their proximity to households and community leaders makes them a strategic instrument or lever to improve access of the community to malaria services.

Participants were therefore encouraged to leverage their influence to promote the adoption of good health practices, including regular environmental sanitation, or the proper use of long-lasting insecticidal nets (LLINs). Such actions, facilitators noted, would help foster a sustained behavioural and social change and contribute to the long-term goal of malaria elimination.

To increase the impact of their actions on the field, participants developed action plans and other organizational tools to monitor their activities in the field.



JOURNÉE MONDIALE DU PALUDISME : LES SECTORIELS PASSENT À L'ACTION!

À l'occasion de la célébration de la 19^{ème} journée mondiale de lutte contre le paludisme, commémorée chaque année le 25 avril, le Cameroun a renouvelé son engagement à combattre cette maladie qui demeure l'un des principaux défis de santé publique du pays. Placée sous le signe de la mobilisation collective, cette journée a permis de mettre en lumière l'importance

de l'approche multisectorielle, désormais intégrée comme axe clé dans le Plan stratégique national de lutte contre le paludisme 2024-2028. Comment les ministériels sectoriels ont-ils vécu cette commémoration ? Les détails dans le dossier qui y est consacré.

Institutions Caring for Vulnerable Persons Build Capacity in Malaria Control

About 50 managers of these publicly and privately-owned structures were trained on April 21, 2026 during a workshop organized by the Ministry of Social Affairs at the PROMHANDICAM Association Hall in Yaounde, as part of activities marking the 19th World Malaria Day.

Organized under the global theme, "Driven to End Malaria: Now We Can. Now We Must," and the MINAS slogan "Together, let's act to eliminate malaria among children and other socially vulnerable people," the initiative aimed to enhance participants' knowledge on malaria prevention and the management of simple malaria cases in accordance with national guidelines.

During the session, experts underscored the urgent need to protect vulnerable populations, especially children under five and pregnant women, who continue to bear the malaria burden in Cameroon.

Facilitators emphasized preventive measures, early detection of symptoms, and proper treatment practices.

Distributing mosquito nets in orphanages

Ever since the multisectoral approach has been adopted as a strategic pillar in the national malaria response, the Ministry of Social Affairs has intensified its efforts in protecting the socially vulnerable groups against malaria.

On December 8, 2025, Minister Paule Irène Nguene formally addressed the list of the 244 public and private social welfare structures, and pleaded for their inclusion among the priority beneficiaries in the 5th national free distribution campaign of long-lasting treated mosquito nets. As a result, some orphanages received long-lasting insecticide-treated mosquito nets in 2025, further strengthening malaria prevention efforts among vulnerable children.



Officials from MINAS noted that social welfare institutions remain important stakeholder in the national malaria response and urged participants to apply and share the knowledge acquired within their communities and institutions.

This leading advocacy role was supplemented by a ministerial circular issued on April 13, 2026, in which the Minister provided guidance on the key actions to be implemented to prevent malaria among socially vulnerable populations.

These achievements clearly demonstrate that malaria control is now part and parcel of the Ministry of Social Affairs' Strategy to protect the socially vulnerable groups.



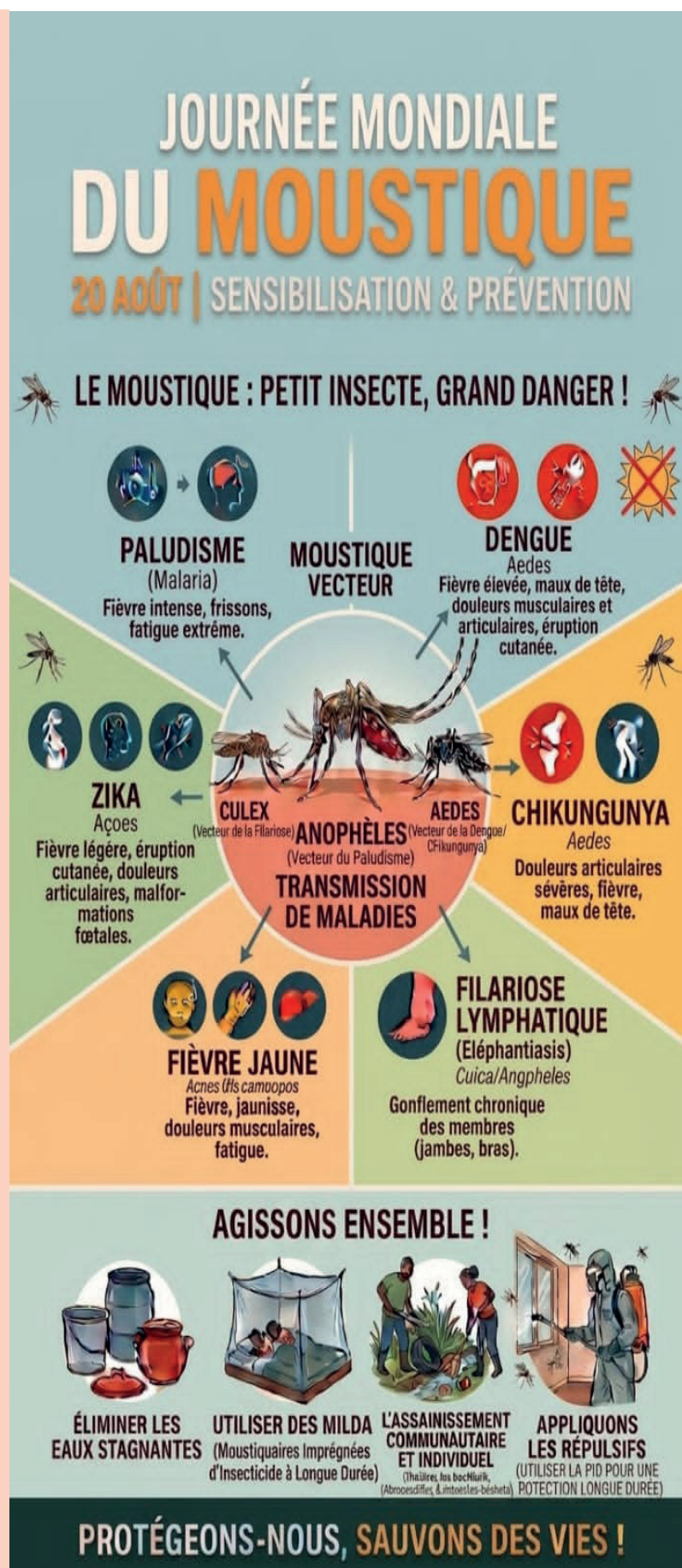
Noé Théodore Ngué Badje, point focal paludisme – Minas

« La contribution du ministère des Affaires sociales (Minas) à la mise en œuvre de la multisectorialité s'inscrit dans une approche orientée vers la protection des personnes socialement vulnérables et la réduction des inégalités

d'accès aux interventions essentielles. Elle repose notamment sur la sensibilisation inclusive des populations, le renforcement de leur accès aux moyens de prévention et aux services de prise en charge, ainsi que sur la collaboration étroite avec le Pnlp, les organismes spécialisés, les établissements sociaux et médico-sociaux, les PTF, les CTD et les œuvres sociales privées agréées.

Sous l'impulsion du ministre des Affaires sociales, Pauline Irène Nguene, des avancées significatives ont été enregistrées. À titre illustratif, des ressources spécifiques ont été inscrites au budget au titre de l'exercice 2026 pour soutenir les actions sectorielles de lutte contre le paludisme. Une équipe focale ministérielle avait déjà été mise en place afin d'assurer le suivi de la mise en œuvre du Cadre national multisectoriel de lutte contre le paludisme 2024-2028. Une étape majeure a été franchie cette année avec la signature de l'Instruction ministérielle n°0000001/MINAS/SG du 13 avril 2026 portant organisation et renforcement de la contribution du secteur des affaires sociales à la lutte contre le paludisme. Cet acte traduit notre volonté de passer d'une contribution ponctuelle à une intervention durable et pleinement intégrée.

Nous devons toutefois rester lucides face aux défis persistants : contraintes budgétaires, difficultés d'accès aux services de prévention et de prise en charge, croyances et pratiques socioculturelles qui retardent le recours aux soins, etc. C'est pourquoi d'autres actions structurantes sont envisagées, telles que l'intégration du paludisme dans les curricula de formation de certaines institutions et unités techniques opérationnelles relevant du Minas, ainsi que la mise en place d'un dispositif de suivi des indicateurs sociaux liés aux déterminants de la maladie. L'ambition du Minas est claire : faire de l'action sociale un puissant levier d'équité, de prévention et d'accélération vers l'élimination du paludisme au Cameroun. »



INTERVIEW

“No one should be left behind in the fight against malaria because of their social vulnerability” Pauline Irène Nguene, Minister of Social Affairs

In the lead-up to the 19th World Malaria Day, on 13 April 2026, the Minister of Social Affairs, Pauline Irène Nguene signed a Ministerial Instruction providing a framework to integrate malaria interventions for vulnerable children, indigent persons, persons with disability and other socially vulnerable groups. The Instruction serves as a blueprint for translating the principle of “leaving no one behind” into concrete social protection action against malaria. In this interview, the Minister explains the rationale behind this significant step forged to strengthen the social sector’s contribution to the fight against the disease.



What led the Ministry of Social Affairs to issue this Ministerial Instruction aimed at strengthening its contribution to the fight against malaria?

We cannot claim to eliminate malaria without prioritising the protection of those who are most exposed to its consequences. The fight against malaria is not only a public health issue; it is also a matter of social protection, equity and social justice. More broadly, malaria is an indicator of poverty and social injustice. Among the target groups of the Ministry of Social Affairs are vulnerable children, indigent persons and persons with disabilities, among others. Our role is to protect the most vulnerable. It is in this context that, on 13 April 2026, I signed an Instruction aimed at strengthening and better coordinating the contribution of MINAS to the national fight against malaria. This initiative falls within the national multisectoral framework and the National Strategic Plan for Malaria Control 2024–2028. No one should be left behind in the fight against malaria because of their social vulnerability. We want to shift from a reactive approach, where the social sector mainly intervenes once vulnerability has taken its toll, to a much more proactive one. This involves anticipating, protecting, raising awareness, guiding and providing support.

Why is it important for the social sector to play a greater role in the national malaria response?

We have a role to play because social vulnerability can exacerbate health vulnerability. The disease does not affect all populations in the same way. The Ministry of Social Affairs is at the heart of the systems designed to protect socially vulnerable persons. Our services are in contact with populations who may face particular barriers to accessing information, preventive measures, healthcare services or appropriate care. It is therefore essential to ensure that health policies take full account of the social realities of the populations. The social sector brings three key strengths to the response: its direct access to vulnerable communities,

its understanding of the social determinants that influence vulnerability to malaria, and its capacity to mobilise community and institutional actors.

The fight against malaria is everyone’s responsibility, but it must pay particular attention to those who have the fewest resources to protect themselves against the disease.

Prevention and behaviour change communication are central to this Instruction. How does MINAS intend to ensure that awareness-raising campaigns effectively reach vulnerable communities across the country?

MINAS has a network of decentralised services, specialised institutions and community-based outreach mechanisms that are in direct contact with various categories of socially vulnerable persons. We will therefore build on this proximity to strengthen the dissemination of malaria prevention messages.

Above all, however, we want communication that is accessible, inclusive and tailored to the specific needs of persons with sensory impairments and to the realities of different communities. We must also reach out to communities, listen to them, understand the barriers they face, and work with them to develop appropriate responses. Finally, we will strengthen coordination with other actors involved in the fight against malaria to avoid fragmented interventions and ensure better coverage of vulnerable populations. Our goal is to ensure that wherever a socially vulnerable person may be, information on malaria prevention can reach them as well.

How will MINAS measure the results achieved, and what indicators will be used to evaluate progress and impact?

A public policy is only valuable if it produces measurable results. We therefore do not want to focus solely on counting the activities carried out. We will measure the changes these activities bring about in people’s lives. Monitoring will therefore need to cover inputs, activities and outcomes, as well as – where possible – the effects and impact of the interventions.

We will also assess the coverage of awareness-raising activities among vulnerable populations, the number and quality of interventions carried out, the involvement of decentralised services and partners, and the extent to which targeted populations are able to adopt behaviours that promote malaria prevention.

We will also ensure that the challenges encountered, the populations actually reached, and any disparities between geographical areas or population groups are properly documented. Ultimately, our success will be measured by our ability to reduce populations’ vulnerability to malaria.

MINEPDED

The Environment Sector Steps into National Malaria Efforts

To mark the World Malaria Day, the Environmental Information and Documentation Centre hosted a capacity-building workshop on 28 April 2026, which focused on key issues and challenges involved in the fight against malaria.



The workshop, organised by the Ministry of the Environment, Nature Conservation and Sustainable Development (Minepded), provided a platform for partners involved in the fight against the disease to raise awareness amongst some thirty officials from central services with regards to the role of the environmental sector as far as disease prevention is concerned.

Indeed, malaria is an environmental disease, as its vectors thrive in stagnant water, poorly managed wetlands, and degraded ecosystems. This reality reinforces the major role of Minepded in the national multisectoral response, particularly through environmental sanitation and effective waste management. The objective, as emphasised by the participants, is to prevent the accumulation of stagnant water that provides ideal breeding grounds for mosquitoes.

In addition, the training modules delivered by experts from the National Malaria Control Programme (NMCP), the NGO Impact Santé Afrique, and Minepded's focal team enabled participants to gain a better understanding of malaria epidemiological data in Cameroon; establish the link between the environment, climate change, and malaria vector dynamics; identify Minepded's concrete contributions and key levers for action within the national malaria control strategy; and develop a shared roadmap for implementing multisectoral commitments.

Discussions concluded with a commitment to step up awareness-raising efforts within Minepded's structures.



Bello Sinata, Focal Point for MINEDPED

"Since the integration of the multisectoral approach in the fight against malaria, MINEPDED has focused on raising awareness among its staff at both central and devolved services.

This year, we launched the initiative with an educational awareness session, with the technical support of the National Malaria Control Programme (NMCP) and its strategic partner, Impact Santé Afrique (ISA). The session brought

together around thirty participants, who committed to strictly applying the preventive measures presented by the experts during the session.

Our main challenge remains the mobilisation of financial resources to organize several awareness-raising sessions across the country. The Ministry's officials are bent on overcoming this challenge. For this reason, as a first step, we plan to intensify awareness-raising activities at the central level."

Mintoul

Pour un secteur touristique sans paludisme

Au ministère du Tourisme et des Loisirs, le sujet paludisme s'est retrouvé au cœur des échanges le 28 avril 2026, lors d'une table-ronde sur les enjeux de santé et de bien-être au travail, organisée à l'occasion de la 140^{ème} édition de la Journée internationale du travail.



Grâce à la communication documentée du Dr. Thierry Belinga, coordonnateur du GTR/palu pour la région du Centre, les personnels des services centraux du Mintoul ont pris la mesure de l'impact considérable du paludisme sur le rendement professionnel.

L'expert a révélé que la population active de 15 à 59 ans demeure la plus exposée en raison de ses conditions d'activités, une réalité qui interpelle directement les employeurs du secteur touristique et hôtelier. Il a formulé plusieurs recommandations clés en faveur de l'émergence d'entreprises « sans-palu » : intégrer la prévention dans la politique des ressources humaines ; faciliter l'accès rapide au diagnostic et au traitement ; mobiliser le dialogue social ; doter les agents en moyens de prévention ; sensibiliser et former les travailleurs et mesurer pour mieux agir.

Au terme des débats, les participants ont pris conscience que la santé des collaborateurs est à la fois une exigence sociale et un levier stratégique de compétitivité. Un établissement hôtelier dont les équipes sont protégées contre le paludisme, réduit l'absentéisme, assure la continuité de ses services, et garantit une meilleure expérience client.

Œuvrer pour la santé des travailleurs

En plaçant le paludisme au cœur de la commémoration de la fête du travail, le Mintoul a une fois de plus montré son engagement à mettre en évidence le lien indissociable entre la santé des travailleurs et la performance des organisations.

Bien plus, les personnels de ce ministère ont mieux appréhendé les enjeux sanitaires, réputationnels et économiques liés à la protection des touristes et des personnels hôteliers.

C'est ce qui fonde le Mintoul à intensifier la sensibilisation aussi bien de ses personnels que des opérateurs du secteur touristique national. En 2025, dans la seule région du Centre, 167 personnels de 83 établissements de tourisme et de loisirs du Mfoundi, ainsi que 42 personnels de 11 établissements de la Lékié, ont renforcé leurs capacités sur les bonnes pratiques antipaludiques. Ce sont plus de 200 agents et 94 établissements directement touchés, grâce à l'appui technique déterminant du Pnlp et d'Isa.

Les formations organisées par le Mintoul avec l'appui du Pnlp et Isa couvrent en règle générale la prévention, l'utilisation correcte et l'entretien des moustiquaires, l'élimination des gîtes larvaires, la protection des espaces d'accueil et la conduite à tenir en cas de symptômes chez un client ou un employé.



Flora Mengue Olame, Malaria Focal Point for MINTOUL

"The multi-sectoral approach has greatly changed our understanding of the fight against malaria. It reminds us that this fight is not the sole responsibility of the health sector and that every sector, particularly the tourism and leisure sector can make a meaningful contribution with regard to prevention.

Within MINTOUL, our contribution primarily focuses on advocacy, raising awareness and capacity-building for staff and stakeholders in the tourism and leisure sector. Our activities place particular emphasis on prevention, the use of insecticide-treated bed nets, the

sanitation of tourist and leisure areas, and the adoption of preventive behaviours.

From one activity to the next, we are witnessing growing commitment from stakeholders, which is encouraging. However, there is still a need to extend awareness-raising efforts to areas with high levels of tourism and recreational activities, while mobilising additional resources to conduct larger-scale campaigns.

We also aim to make greater use of digital technology and platforms promoting tourism and leisure to increase the destination of prevention messages and reach a wider audience.

Ultimately, our goal is to better integrate health and prevention into sustainable tourism and leisure initiatives, thereby helping to make Cameroon a safer, more attractive and more resilient destination in the face of health challenges."

Mintss

Transformer les entreprises en espaces de lutte antipaludique

Au ministère du Travail et de la Sécurité sociale (Mintss), l'équipe focale paludisme a fait d'une pierre deux coups. En effet, la commémoration de la Journée mondiale de lutte contre le paludisme s'est déportée sur le terrain de la Grande marche des travailleurs le 1^{er} mai 2026.



En effet, la mobilisation constituait le moment idéal pour toucher le plus grand nombre de travailleurs et de syndicats, afin de les sensibiliser sur les conséquences de la maladie sur leur santé et leur rendement.

La clinique mobile installée sur la place du défilé a ainsi servi de point d'échanges et de sensibilisation à travers la diffusion de messages clés sur l'acquisition, l'utilisation correcte et l'entretien des Milda. Des associations d'accompagnement et de soutien psychosocial ont complété le tableau, en brandissant les affiches de sensibilisation lors du défilé.

Le Mintss occupe une place stratégique dans la réponse nationale multisectorielle contre le paludisme, au regard de l'incidence l'impact de la maladie sur la productivité et la performance économique des entreprises, notamment celles dont les activités s'exercent principalement la nuit, période où l'on enregistre un pic des piqûres de moustiques.

Un réseau régional pour renforcer la lutte en entreprise

À ce jour, l'équipe focale du ministère est parvenue à mettre en place un réseau de 25 points focaux régionaux, véritables relais opérationnels de la stratégie antipaludique en milieu professionnel et de la promotion d'une vraie culture de la prévention au sein des entreprises.

Grâce à ce réseau, cinq entreprises ont déjà des causeries éducatives sur fonds propres.

Pour 2026, le Mintss ambitionne d'élargir significativement son réseau de points focaux d'entreprises et de multiplier les causeries éducatives dans le secteur privé, afin d'atteindre une masse critique de grandes entreprises camerounaises ayant intégré la prévention du paludisme dans leurs politiques de santé et sécurité au travail.



Marleyn Marcelle Mengue
Essiane, point focal paludisme – Mintss

« Avant la mise sur pied du cadre multisectoriel de lutte contre le paludisme, le Mintss à travers la Direction de la Santé et de la Sécurité au Travail avait déjà mis un accent sur la problématique du paludisme en milieu de travail. Lors du triennat 2021/2023, nous avons mis en œuvre le sous projet "Engagement du secteur privé dans la riposte contre le Vih, la Tuberculose et le Paludisme" avec l'accompagnement du GICAM sous bénéficiaire de la subvention NFM 3 du Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme. Au sortir de cette activité, les capacités des Inspecteurs du Travail, des points Focaux d'entreprise, des animateurs des Comités d'Hygiène et de Sécurité et des médecins du travail sur

la lutte contre le paludisme ont été renforcés.

Pour la mise en œuvre de la multisectorialité, notre département ministériel met l'accent sur la sensibilisation du personnel au niveau central et déconcentré. Ce choix stratégique nous permet de relever les défis financiers auxquels nous faisons face, notamment en privilégiant les activités à faible ou sans coût.

En tant que point focal, la planification, la mise en œuvre et l'évaluation des activités nous incombent. Le point focal ne peut agir seul et a besoin d'un élément opérationnel qui contribue à l'atteinte des objectifs fixés. C'est une responsabilité exaltante que je prends plaisir à assumer avec l'aide de mes collègues sur le terrain. Nous avons déjà pu toucher environ 200 entreprises dans la région du Littoral.

En guise de perspectives, nous envisageons de concevoir et produire des messages de sensibilisation sur le paludisme adaptés au monde du travail et évaluer l'incidence du paludisme au Mintss et en entreprise. »

Mincom

Une communication antipaludique avant-gardiste

Cette année, le ministère de la Communication (Mincom) a commémoré la journée mondiale de lutte contre le paludisme à travers deux activités majeures.

Cette année, le ministère de la Communication (Mincom) a commémoré la journée mondiale de lutte contre le paludisme à travers deux activités majeures.

Le 22 avril 2026, ce ministère a officiellement lancé la campagne digitale « Zéro palu, les médias s'engagent », déclinaison sectorielle de l'initiative internationale « Zéro Palu, je m'engage ». Elle vise à engager les professionnels des médias à assurer une couverture continue de l'actualité sur le paludisme, informer les acteurs sectoriels sur leurs rôles respectifs dans la lutte, éclairer les décideurs sur la base de données solides et vérifiées, et relayer au sein des communautés les messages sur les comportements préventifs.

Pour la première phase de cette campagne, quatre affiches numériques arborant des messages clés ont été conçues dans les langues officielles et diffusées dans les réseaux WhatsApp, Facebook et X du Mincom, ainsi que dans les réseaux du Groupe des médias engagés contre le paludisme, et de bien d'autres professionnels des médias et de la communication.

Le 28 avril 2026, l'équipe focale paludisme s'est déportée à l'Imprimerie nationale de Yaoundé pour sensibiliser les personnels sur la maladie, ses risques et moyens de prévention.

Selon le Directeur général Pierre Nolasque Oyono Bika, le paludisme constitue la première cause d'absentéisme dans son entreprise, ce qui entraîne une baisse significative du rendement et de la productivité des employés.

Cette situation, a-t-on appris du Dr Belinga, expert Pnlp, peut trouver son explication dans les conditions de travail, notamment celles liées aux métiers de nuit. En effet, les piqûres de moustiques sont plus virulentes entre 2h et 3h du matin, une réalité qu'a d'ailleurs confirmée un agent dans son témoignage.

Pour renforcer la protection des travailleurs, les experts ont recommandé au management de l'Imprimerie nationale de renforcer les capacités des personnels de son infirmerie, d'assainir leur milieu de travail, d'améliorer l'accès aux médicaments antipaludiques et de poursuivre la sensibilisation sur les méthodes de prévention.



Intégrer le paludisme dans le secteur de la communication

Ces quatre dernières années, le Mincom a mené un plaidoyer constant en faveur de l'approche multisectorielle. Sur le plan stratégique, sa victoire la plus significative de l'année dans ce sens est sans doute l'inscription du paludisme dans sa nouvelle cartographie de programmes, notamment le programme 201 intitulé « Communication stratégique pour le développement social ». À travers cette intégration, la lutte ne restera pas une action ponctuelle, mais deviendra une composante permanente de la stratégie globale du ministère, avec les ressources et la visibilité institutionnelle qui en découlent.

Le Mincom figure parmi les ministères ayant élaboré et mobilisé des ressources cette année pour la mise en œuvre des plans d'actions paludisme pour le compte de l'exercice budgétaire 2026, en droite ligne de leurs engagements reflétés dans le Cadre national multisectoriel de lutte contre le paludisme 2024-2028. Ce signal fort au plus haut niveau hiérarchique confirme que l'engagement de ce ministère dans la lutte antipaludique s'inscrit dans la durée.

QUELLES PERSPECTIVES POUR LES PROCHAINS MOIS ?

Au premier semestre 2026, le bilan des actions menées par les sectoriels signale une volonté manifeste de maintenir le dynamisme engagé en 2025, et d'œuvrer à la construction des changements durables dans la

lutte contre le paludisme. Le tableau ci-contre résume les interventions sur lesquelles les sectoriels sont actuellement à pied d'œuvre pour les derniers mois de l'année.

MINISTÈRE	PERSPECTIVES POUR LE 2 ^E SEMESTRE 2026
Mincom	Poursuite de la campagne « Zéro palu les médias s'engagent » ; édition des deux derniers numéros de la publication « Stop Malaria Newsletter » ; appui technique aux sectoriels pour la visibilité de leurs actions
Minas	Exécution du PAO 2026 ; inclusion des structures vulnérables dans la 5 ^e campagne de distribution gratuite des Milda
Minproff	Extension des causeries dans les centres de promotion de la femme et de la famille
Minresi	Finalisation des AMM phyto-médicaments et répulsifs ; poursuite des essais cliniques
Mintoul	Poursuite de la réflexion sur la mise en place de la certification « Tourisme sans paludisme » ; affichage des panneaux de sensibilisation dans les aéroports ; renforcement des capacités des responsables hôteliers des autres régions du pays
Minesecc	Activation des clubs santé ; lancement de la campagne « Mon école sans palu »
Mintss	Élargissement réseau de points focaux d'entreprises ; multiplication des causeries éducatives dans les entreprises (secteur privé)
Minepded	Multiplication des causeries éducatives dans les services centraux ; inscription du paludisme dans le prochain CDMT

WHAT ARE THE PROSPECTS FOR THE MONTHS AHEAD?

In the first half of 2026, a review of the activities carried out by focal teams in line ministries revealed a clear commitment to maintaining the momentum built in 2025

and pursuing sustainable solutions to the fight against malaria. The table below summarises the initiatives they are currently working on for the final months of the year.

MINISTRY	PROSPECTS FOR THE SECOND HALF OF 2026
MINCOM	Continuation of the “Zero Malaria Starts with Media” campaign; publication of the last two issues of the “Stop Malaria Newsletter”; technical support to line ministries to enhance the visibility of their actions.
MINAS	Implementation of the 2026 Annual Work Plan (AWP): inclusion of vulnerable groups/facilities in the 5th free distribution campaign of Long-Lasting Insecticidal Nets (LLINs).
MINPROFF	Expansion of health talks to Women and Family Empowerment Centres
MINRESI	Finalisation of Marketing Authorisations (MA) for phytomedicines and repellents; continuation of clinical trials.
MINTOUL	Further consideration of the introduction of the ‘Malaria-Free Tourism’ certification; display of awareness-raising posters in airports; capacity-building for hotel managers in other regions of the country.
MINESEC	Launch of health clubs; launch of the ‘My School Malaria-Free’ campaign.
MINTSS	Expansion of the network of corporate focal points; scaling up health educational talks in private-sector companies.
MINEPDED	Scaling up health educational talks within the central services; inclusion of malaria in the next Medium-Term Expenditure Framework (MTEF).



Parliamentary Caucus for Health Financing:

A Voice for Greater Investment in Malaria

Malaria is increasingly receiving greater attention within parliament and across government institutions, thanks in part to the advocacy efforts of the Parliamentary Caucus for Health Financing. Created in January 2024 by the President of the National Assembly, it currently focuses on two main priorities: strengthening political commitment and mobilising sustainable financing for health.

Malaria, a Health Priority Investment

Headed by Hon. Peter Njume Ambang, the Caucus has made malaria a key focus of its current advocacy efforts, towards increased domestic health financing, stronger government commitment and greater collaboration among parliament, government, civil society, the private sector and development partners.



Members of the Caucus received by Prime Minister Chief Dr Joseph Dion Ngute

According to Hon. Njume, malaria continues to place a significant financial burden on Cameroonian households, with more than 70% of treatment costs reportedly borne by families. He noted that children under five remain the most vulnerable, particularly in rural communities where access to timely healthcare is often limited.

He urged every ministry to consider allocating 1% of its budget to improve access to malaria interventions, arguing that even modest contributions could significantly strengthen prevention efforts while increasing institutional ownership of the fight.



Health financing should be viewed as an investment rather than an expense, Hon. Njume stressed. "Malaria affects productivity across all sectors. When workers fall ill, businesses are negatively impacted, while families bear significant financial and social costs. Parents are forced to miss work, and their sick children to lose valuable learning time, because illness keeps them

away from school. For these reasons, malaria must be addressed not only as a public health issue, but as a national development priority requiring action across all sectors."

Advocacy Yielding Concrete Results

One of the Caucus' achievements has been its advocacy for a significant increase in Cameroon's counterpart contribution to the Global Fund from FCFA 5 million to FCFA 8 billion.



This renewed commitment, Hon. Njume explained, restored the confidence of development partners and strengthened support for malaria interventions. As a result, Cameroon has continued receiving support for the distribution of insecticide-treated mosquito nets, while Gavi has expanded malaria vaccine deployment to dozens of health districts across the country.

Championing a Multisectoral Response

Beyond financing, the Parliamentary Caucus strived for the establishment of an interministerial committee on Malaria, open to the civil society and multilateral partners, placed under the supervision of the Prime Minister, Head of Government.



Members of the Caucus with Right Honourable Théodore Datou, President of the National Assembly in Cameroon

DÉCOUVERTE / ON THE SPOTLIGHT

The Caucus has complemented policy advocacy with sustained awareness campaigns targeting parliamentarians, local councils, regional authorities, civil society organisations and communities. Members of Parliament are encouraged to take malaria prevention messages back to their constituencies, while partnerships with local councils and civil society organisations have expanded grassroots sensitization efforts.

Hon. Njume also underscored the importance of engaging schools and the media, to promote malaria awareness through educational activities and clear-cut information. “We want this fight to become a collective effort,” he said, calling on journalists to continue giving malaria sustained visibility until the disease is no longer a major public health threat in Cameroon.

Expanding Advocacy Beyond Cameroon

Recognising that malaria knows no borders, the Caucus has extended its advocacy beyond Cameroon by engaging parliamentarians from other countries during international meetings in Japan, Germany and France. It has led to strengthening international cooperation and encouraging partner countries to support Cameroon and Africa’s broader malaria elimination efforts.

The Caucus is also promoting the Coalition of Parliamentarians to End Malaria in Africa (COPEMA), believing that regional collaboration is essential because malaria transmission in neighboring countries can undermine progress made nationally. This leadership is reflected in Honourable Njume’s role as Vice-Chair of COPEMA, while Honourable Marie-Louise Ngoko, member of the Caucus, is among the founding members of this regional parliamentary body.



Members of parliament during the 2026 Special Malaria Day



AU TRAVERS DE LA CSU

(COUVERTURE SANTÉ UNIVERSELLE)



2 974 598
enfants de 0-5 ans
ont été consultés
gratuitement

618 564
enfants de 0-5 ans
ont été traités
gratuitement du
paludisme simple

771 295
enfants de 0-5 ans
ont été traités
gratuitement du
paludisme grave

Des soins
accessibles
pour tous

Des enfants
en bonne santé,
un avenir meilleur

La CSU,
un droit,
une réalité !

CSU pour tous et partout

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
DPS
DIRECTION DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ

CHIFFRE CLÉ / DATA SNAPSHOT

35

Le 20 août 2026, le Cameroun s'est joint à la communauté internationale pour commémorer la journée mondiale du moustique. Ce petit insecte figure parmi les plus meurtriers au monde : il est le vecteur de plusieurs maladies, dont le paludisme que transmet l'anophèle femelle.

Pour lutter contre la maladie, un des piliers clés est la lutte antivectorielle. Elle repose sur la prévention, qui consiste à se protéger contre les piqûres de moustiques et à éliminer les gîtes larvaires où ces insectes se reproduisent.

Son efficacité éprouvée au fil des années grâce aux outils tels les moustiquaires imprégnées à longue durée d'action (Milda), est aujourd'hui menacée par l'apparition d'un nouveau phénomène, la résistance des moustiques anophèles aux insecticides.

En effet, des études ont démontré ces dernières années une baisse du taux de mortalité des anophèles exposés aux insecticides, un fait qui confirme qu'ils résistent de plus en plus aux produits dont sont imprégnées les Milda. « Il ne s'agit pas d'une simple accoutumance individuelle : cette aptitude est héréditaire et se transmet de génération en génération », explique Dr Raymond Tabue, chef de l'unité de lutte intégrée contre les vecteurs au Pnlp.

Plusieurs classes d'insecticides utilisées en santé publique sont concernées, mais la plus préoccupante est celle des pyréthrinoïdes, longtemps seule autorisée pour l'imprégnation des Milda, poursuit l'expert.

Diversifier les insecticides

Plusieurs facteurs favorisent cette résistance, notamment l'exposition répétée des moustiques à un même insecticide, ou encore les mécanismes génétiques propres au moustique.

Pour l'Oms, cette évolution constitue l'une des principales menaces aux progrès mondiaux durement acquis dans la lutte contre le paludisme, avec comme risque majeur d'effacer vingt années d'avancées.

Pour surveiller ce phénomène, le Pnlp s'appuie sur un réseau de 35 sites sentinelles répartis sur le territoire national.

Les moustiques y sont régulièrement testés selon un protocole standardisé de l'Oms, afin d'établir leur taux de mortalité pour chaque insecticide. « Une population de moustiques est exposée pendant une heure à un insecticide, puis placée en observation à l'abri du produit. Au bout de 24 heures, le taux de mortalité est estimé sur la base du décompte des morts et des vivants. Lorsqu'il est situé en-dessous du seuil fixé par l'Oms, la population est déclarée résistante à l'insecticide testé. Il n'existe pas toutefois de taux national unique : la résistance varie d'une zone à l'autre et selon l'insecticide », précise Dr Raymond Tabue.

La gestion de cette résistance passe par la diversification des insecticides, relève l'expert, démarche adoptée par le gouvernement dès les premières constatations : « Entre 2011 et 2018, les Milda étaient exclusivement imprégnées de pyréthrinoïdes. À partir de 2019, nous y avons ajouté le PBO, chargé de restaurer l'efficacité du produit. Malgré ce changement, le taux de mortalité des moustiques est resté insuffisant dans plusieurs sites. C'est ainsi qu'en 2022 l'on a introduit les moustiquaires de nouvelle génération associant deux insecticides de classes différentes ».

La résistance évoluant sans cesse, l'approche multisectorielle ouvre, selon lui, une autre voie. Une grande partie des insecticides utilisées en santé publique sont les mêmes employées en agriculture pour le traitement des cultures. « Une gestion intégrée nécessiterait d'associer le ministère en charge de l'agriculture, ouvrir un dialogue avec les acteurs du secteur agroindustriel, et s'entendre sur les classes chimiques d'insecticides à privilégier de part et d'autre ».

En attendant, la surveillance de ce phénomène dans les 35 sites permet au Pnlp d'ajuster ses choix d'outils de lutte antivectorielle.

AGENDA



MOIS 09

SEPTEMBRE 2026 SEPTEMBER

- Lancement officiel du dispositif multisectoriel de lutte contre le paludisme au Cameroun
Official Launch of the multisectoral mechanism for the fight against malaria
- Sensibilisation des promoteurs hôteliers de la ville d'Edéa
Awareness-raising session for hotel managers of Edéa



MOIS 10

OCTOBRE 2026 OCTOBER

- Renforcement des capacités des personnels de la délégation départementale de la Communication du Nyong-et-So'o et des professionnels de « Radio Femmes »
Capacity building for staff of the Nyong-and-So'o Divisional Delegation of Communication and professionals of Radio Femmes
- Sessions du Comité National Roll Back Malaria
Sessions of the National Roll Back Malaria Committee



MOIS 11

NOVEMBRE 2026 NOVEMBER

- Sensibilisation des promoteurs hôteliers de la ville d'Ebolowa
Awareness-raising session for hotel managers of Ebolowa
- Renforcement des capacités des personnels de la DERCOSUD sur la prévention du paludisme et le rôle du secteur de la communication dans la lutte
Capacity building for staff of the South Regional Delegation of Communication on malaria prevention and the role of the communication sector in malaria control



MOIS 12

DECEMBRE 2026 DECEMBER

- Les deuxièmes journées scientifiques du Programme national de lutte contre le paludisme
Second Scientific Open Days of the National Malaria Control Programme
- Troisième phase de la campagne digitale « Zéro palu les médias s'engagent »
Third phase of digital campaign «Zero Malaria Starts With Media »

MALARIA IS PREVENTABLE. BE SMART, NOT A SNACK!



SLEEP UNDER A MOSQUITO NET

Every night, all year round.



PROTECT TWO LIVES AT ONCE – PREVENT MALARIA DURING PREGNANCY.



USE MOSQUITO REPELLENT

Apply on exposed skin.



REMOVE STANDING WATER

Empty, cover or change
water regularly.

PROTECT YOURSELF. PROTECT YOUR FAMILY.
END MALARIA.

Contactez-nous

MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION
Direction de la Communication publique intérieure
Tél. : +237 222 231 045

Équipe focale paludisme
Tél. : +237 222 235 172 / 699 625 601
E-mail : jacintenoussi@ymail.com

PROGRAMME NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE PALUDISME (Pnlp)
Dr Albert Zeh Meka, Secrétaire permanent
Tél. : +237 699 047 320
E-mail : zehmeka@gmail.com

Oumarou Ngambe, Chef section IEC/Mobilisation et Partenariat
Tél. : +237 680 256 069
E-mail : oumarou.ngambe@pnlp.cm

IMPACT SANTÉ AFRIQUE
Olivia Ngou, Directrice Exécutive
Tél. : +237 678 873 075
E-mail : olivia.ngou@impactsante.org